

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 20 FÉVRIER 1919.

**Projet de loi instituant des commissaires, des commissaires adjoints
et des agents de police judiciaire (1).**

RAPPORT

PRÉSENTÉ, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR **M. MAENHAUT.**

MESSIEURS.

Le Gouvernement a déposé à la séance de la Chambre des Représentants du 18 novembre 1896, un projet de loi instituant des commissaires, des commissaires adjoints et des agents de police judiciaire. La Section centrale après l'avoir amendé sur quelques points, en avait, à l'unanimité de ses membres, proposé l'adoption, lorsque la dissolution du 7 mai 1900 vint le frapper de caducité. Représenté le 21 décembre 1907, il fut renvoyé à une Commission spéciale qui, à son tour, l'admit à l'unanimité avec quelques modifications et en recommanda à la Chambre le prompt examen. La récente dissolution en 1912 l'a fait tomber encore.

Le Ministre de la Justice, M. Carton de Wiart, déposa à la séance du 12 novembre 1912 le projet que votre Commission spéciale vient d'examiner et d'adopter. Ce projet reproduit textuellement celui qui avait été admis en 1908 par la Commission spéciale. Le rapport fait au nom de celle-ci par l'honorable M. de Broqueville, le 29 juillet 1908, et annexé au projet de loi, en expose l'économie. Nous croyons inutile d'insister sur le prompt examen et vote par la Chambre du présent projet de loi. « La nécessité s'est fait sentir depuis longtemps, dit M. le Ministre de la Justice

(1) Projet de loi, n° 12 (session de 1912-1913).

(2) La Commission était composée de MM. RAEMDONCK, *président*, BRAUN, DE BUE, DELPORTE, MAENHAUT, REYNAERT et THÉODOR.

dans l'exposé des motifs, d'une police judiciaire mieux organisée, indépendante de la police administrative et placée sous les ordres directs du parquet. Dès 1882, M. Buis, bourgmestre de Bruxelles, en préconisait l'institution; il n'avait aucune peine à établir que, moyennant certaines garanties, elle ne ferait courir aucun danger à l'autonomie communale. » C'est la seule objection sérieuse qui a été portée contre le projet en section et au sein de la Commission spéciale.

Le projet de loi a simplement l'amélioration de la police judiciaire pour objet et ne touche en rien à l'ordre administratif, et il ne porte nullement atteinte aux droits de l'autorité communale. L'honorable M. de Broqueville, dans son remarquable rapport déposé le 27 juillet 1900, et M. Ligy, également dans son rapport déposé en 1897, réfutent tellement bien cette objection que nous ne croyons pouvoir mieux faire qu'en renvoyant à la lecture des passages reproduits dans l'exposé des motifs du projet, séance du 12 novembre 1912, pages 9 et suivantes.

Nous nous permettons de reproduire quelques observations très justes faites au sein de la Commission spéciale, et sur lesquelles nous appelons toute l'attention du Ministre de la Justice et de la Législature.

ART. 3 et 7. — Les officiers et agents judiciaires devraient tous, sans exception, résider au chef-lieu d'arrondissement ou à proximité, de manière à se trouver toujours aux côtés du Procureur du Roi. Rien ne justifie leur résidence dans une autre localité de l'arrondissement, qui les éloignerait de l'endroit où se rassemblent toutes les informations du ressort.

ART. 9. — Cet article est une extension de l'article 12 du Code d'instruction criminelle, mais elle est insuffisante et une modification s'impose pour le cas d'extrême urgence, par exemple lorsque l'agent est sur la piste d'un criminel. En effet, un crime peut se commettre le soir ou la nuit sur les confins du ressort d'une Cour d'appel et tout indique à l'agent instrumentant que le coupable s'est réfugié sur le territoire du ressort voisin. Devra-t-il attendre jusqu'au lendemain que le mandat exprès du Procureur général soit arrivé?

Je vais même plus loin et je dis qu'il faudrait une entente avec les pays limitrophes, aux termes de laquelle l'agent pourrait d'autorité, poursuivre ce criminel jusque sur le sol étranger.

Pourquoi donner moins de moyens au représentant de la loi qui procède à son exécution, qu'à celui qui vient de la violer? Et pourquoi les bandits qui commettent leur coup dans la zone frontière seraient-ils avantagés sur ceux qui agissent au centre du pays?

Non, il faut laisser plus d'initiative aux officiers et agents judiciaires, et s'ils abusent de leur mandat qu'on les frappe de façon exemplaire, mais de grâce, puisqu'on innove, qu'une fois pour toutes on ne mette plus d'entraves à l'action de la police, qu'on ne l'oblige plus à l'observance de prescriptions surannées de notre époque.

Dans ces cas d'extrême urgence, l'officier ou l'agent devrait pouvoir agir en toute liberté, à l'intervention toutefois de la police de l'endroit où il instrumente et qu'il aurait le droit de requérir. Ce serait pour lui une aide précieuse et en même temps toutes les formes légales seraient respectées, puisque les diligences se feraient à l'intervention de l'organisme territorial compétent.

ART. 14. — La police des étrangers est du domaine administratif; les officiers judiciaires ne devraient pas avoir à s'en occuper. La même observation est à faire à propos du second paragraphe de l'article 9, où il est dit qu'en matière de police des étrangers, ils peuvent exercer leurs fonctions dans le ressort d'une autre Cour d'appel.

La loi projetée ne sera bonne qu'à la condition que l'organisme à créer soit intimement rattaché aux parquets et qu'il ne puisse, sous aucun prétexte, en être détaché.

* *

Un membre de la Commission ne peut se rallier au projet de loi.

Celui-ci tend à renforcer la police judiciaire par l'institution d'officiers de police judiciaire, dont la nomination serait réservée au pouvoir central.

C'est là essentiellement une réforme de la police urbaine.

Elle est inutile et présente des dangers. Les administrations communales de nos cités ont un souci suffisant de l'organisation de leur police. Que si d'aucunes ne faisaient pas leur devoir pour des raisons budgétaires, elles pourraient être encouragées par le pouvoir central et ce par voie de sub-sides.

Mais placer dans nos hôtels de ville à côté du pouvoir communal un agent du pouvoir central, c'est le conflit certain.

Cette atteinte à l'autonomie communale ne s'expliquerait du reste pas.

Rappelons que les administrations communales font en général leur devoir, et que celles qui ne le font pas pour des raisons budgétaires pourraient être encouragées par le pouvoir central. Mais que ne libère-t-on, dans tous les chefs-lieux de canton, les commissaires de police, officiers du ministère public près les tribunaux de police, pour les remplacer par des substitués cantonnaux du Procureur du Roi. On rendrait, d'une part, de nombreux officiers de police judiciaire à leurs fonctions et l'on créerait, d'autre part, des magistrats instructeurs sans placer des agents du pouvoir central à côté de nos magistrats communaux. Cette solution serait à la fois urbaine et rurale, et la réforme de la police judiciaire rurale, plus urgente celle-là que la réforme de la police judiciaire urbaine, pourrait être complétée dans le sens indiqué par M. le procureur général Terlinden dans sa mercuriale de 1912.

Pourquoi ne pas réaliser à la fois les deux réformes; et surtout pourquoi ne pas marcher vite. Il y a suffisamment de projets que l'on pourrait utilement combiner.

*
* *

Le projet de loi a été admis au sein de la Commission spéciale par quatre voix contre une abstention. Nous vous en recommandons un très prompt examen suivi d'un vote affirmatif.

Le Rapporteur,
J. MAENHAUT.

Le Président,
A. RAEMDONCK.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 20 FEBRUARI 1919.

**Wetsontwerp tot instelling van het ambt van commissaris, adjunct-commissaris
en agent van rechterlijke politie (1).**

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN
HEER MAENHAUT.

MIJNE HEEREN,

De Regeering heeft, ter vergadering van 18 November 1896, aan de Kamer der Volksvertegenwoordigers een ontwerp van wet voorgelegd tot instelling van het ambt van commissaris, adjunct-commissaris en agent van rechterlijke politie. De Middenafdeeling, na het ontwerp op enkele punten gewijzigd te hebben, had het met algemeene stemmen ter aanneming voorgedragen, toen het verviel ten gevolge van de ontbinding der Kamers op 7 Mei 1900. Op 21 December 1907 opnieuw voorgelegd, werd het verwezen naar eene Bijzondere Commissie, die het op hare beurt, mits enkele wijzigingen, eenparig aannam en het bij de Kamer voor een spoedig onderzoek aanbevoel. Door de jongste ontbinding in 1912 verviel het wederom.

De Minister van Justitie, de heer Carton de Wiart, diende ter vergadering van 12 November 1912 het ontwerp in, dat uwe Bijzondere Commissie nu onderzocht en goedgekeurd heeft. Dit ontwerp neemt het ontwerp, dat in 1908 door de Bijzondere Commissie werd goedgekeurd, woordelijk over.

(1) Wetsontwerp, nr 12 (zittingsjaar 1912-1913).

(2) De Commissie was samengesteld uit de heeren RAEMDONCK, voorzitter, BRAUN, DE BUE, DELPORTE, MAENHAUT, REYNAERT en THEODOR.

Het verslag, op 29 Juli 1908 namens deze uitgebracht door den heer de Broqueville en bij het wetsontwerp gevoegd, zet de regeling daarvan uiteen. Wij achten nutteloos aan te dringen opdat het tegenwoordig wetsontwerp door de Kamer spoedig onderzocht en aangenomen worde. De Minister van Justitie zegt in zijne Memorie van Toelichting : « Reeds » sedert lang is gebleken dat eene beter geregelde rechterlijke politie, » onafhankelijk van de bestuurspolitie en staande onder de rechtstreeksche » bevelen van het parket, noodig was. Reeds in 1882 werd de instelling » door den heer Buis, burgemeester van Brussel, aangeprezen ; zonder » moeite kon hij aantonen dat, mits enkele waarborgen, geen gevaar » daaruit voortvloeien kon voor de zelfstandigheid der gemeenten. » 't Is de eenige ernstige tegenwerping, die tegen het ontwerp in de afdeeling en in de Bijzondere Commissie werd aangevoerd.

Het wetsontwerp bedoelt enkel de verbetering van de rechterlijke politie en laat de bestuursregeling gansch onverlet ; het maakt geen inbreuk op de rechten der gemeenteverheid. De heer de Broqueville, in zijn merkwaardig verslag ingediend den 27^e Juli 1900, en de heer Ligy, insgelijks in zijn verslag van 1897, weerleggen deze tegenwerping zoo goed, dat wij denken niet beter te kunnen doen dan te verwijzen naar de lezing der uittreksels, opgenomen in de Memorie van Toelichting (vergadering van 12 November 1912, blad. 9 en volgende).

Wij zijn zoo vrij, sommige zeer juiste opmerkingen over te nemen, die in de Bijzondere Commissie werden gedaan en waarop wij al de aandacht van den Minister van Justitie en van de Wetgevende Kamers vestigen.

Art. 3 en 7. — De rechterlijke officieren en de rechterlijke agenten zouden allen, zonder uitzondering, moeten verblijven in de hoofdplaats van het arrondissement of in de nabijheid, derwijze dat de Procureur der Konings ze steeds bij de hand hebbe. Niets wettigt hun verblijf in eene andere gemeente van het arrondissement : dit zou hen verwijderen van de plaats, waar al de inlichtingen van het rechtsgebied samenkomen.

Art. 9. — Dit artikel is eene uitbreiding van artikel 12 van het Wetboek van Strafvordering, doch zij is ontoereikend en eene wijziging is volstrekt noodig voor hoogst dringende gevallen, bijvoorbeeld wanneer de agent op het spoor van een misdadiger is. Inderdaad, eene misdaad kan des avonds of des nachts worden gepleegd op de grens van het gebied van een Hof van Beroep en alles zegt aan den optredenden agent dat de schuldige in een naburig rechtsgebied de wijk heeft genomen. Moet hij tot 's anderdaags wachten dat het opzettelijk bevel van den Procureur-Generaal aangekomen zij?

Ik ga zelfs verder en zeg dat er eene verstandhouding met de aangrenzende landen zou moeten bestaan, krachtens welke de agent, uit eigen gezag, dien misdadiger tot op vreemden bodem zou mogen vervolgen.

Waarom minder middelen gegeven aan den vertegenwoordiger der wet,

die deze wil uitvoeren, dan aan wie ze pas geschonden heeft? En waarom zouden de beambten, die hunne daad in de grensstrook begaan, voordeel hebben op hen, die in het centrum des lands handelen?

Neen, men moet meer initiatief laten aan de rechterlijke officieren en rechterlijke agenten; zoo zij misbruik maken van hun mandaat, men treffe ze op voorbeeldige wijze, maar, vermits men iets nieuws wil doen, dat men eens en vooral de werking der politie niet meer belemmere, dat men haar niet meer dwinge om voor dezen tijd verouderde voorschriften na te leven!

In die hoogst dringende gevallen zou de officier of de agent in volle vrijheid moeten kunnen handelen, doch met tusschenkomst van de politie der plaats, waar hij optreedt, en met het recht om deze politie te vorderen. Dat ware voor hem eene kostbare medehulp; tevens zouden al de door de wet opgelegde vormen geëerbiedigd zijn, vermits de bevoegde instelling van het gebied bij de verrichtingen zou aanwezig zijn.

Art. 14. — De vreemdelingenpolitie behoort tot het bestuursgebied; de rechterlijke officieren zouden zich daarmee niet moeten bezighouden. Dezelfde opmerking dient gedaan te worden naar aanleiding van het tweede lid van artikel 9, waarin gezegd wordt: *« In zake van vreemdelingenpolitie, mogen zij hun ambt uitoefenen binnen het gebied van een ander Hof van beroep. »*

De ontworpen wet zal alleen dan goed zijn, wanneer de op te richten instelling in innig verband staat met de parketten en zij, *onder geen enkel voorwendsel*, er van afgescheiden kunne worden.

*
* * *

Een lid der Commissie kan zich met het wetsontwerp niet vereenigen.

Dit laatste strekt tot versterking der rechterlijke politie door het instellen van het ambt van officier van rechterlijke politie, wiens benoeming aan de Regeering zou voorbehouden zijn.

Dat is, in hoofdzaak, eene hervorming der stadspolitie.

Zij is nutteloos en levert gevaren op. De gemeentebesturen onzer steden zorgen goed genoeg voor de inrichting hunner politie. Deden enkele hunnen plicht niet om begrootingsredenen, dan zouden zij, bij wijze van toelagen, door de Regeering kunnen aangemoedigd worden.

Doch plaatst men in onze stadhuizen, naast de gemeentelijke macht, eenen aangestelde van de Regeering, dan zijn de geschillen onvermijdelijk.

Die aanslag op de zelfstandigheid der gemeenten waren overigens niet uit te leggen.

Laten wij in herinnering brengen dat de gemeentebesturen algemeen hun plicht doen en dat die, welke het niet doen om begrootingsredenen, door de Regeering zouden kunnen aangemoedigd worden. Maar waarom ontlast men niet, in al de kantonschoudeplaatsen, de politiecommissarissen, ambte-

naren van het openbaar ministerien bij de politierechtbanken, om ze door kantonale Substituten van den Procureur des Konings te vervangen? Eenerzijds zouden vele officieren van rechterlijke politie aan hun ambt teruggegeven worden en, anderzijds, zou men nieuwe ambten van magistraten belast met het onderzoek instellen, zonder aangestelden van de Regeering nevens onze gemeentelijke magistraten te plaatsen. Die oplossing ware tevens van toepassing op steden en dorpen en de hervorming der rechterlijke politie op het platteland, die meer spoedeischend is dan de hervorming van de rechterlijke politie in de steden, zou kunnen aangevuld worden in den zin aangeduid door den Procureur-Generaal Terlinden in zijne openingsrede van 1912.

Waarom de beide hervormingen niet tegelijk ingevoerd? En, vooral, waarom niet spoedig gehandeld? Er zijn ontwerpen genoeg, die men goed zou kunnen verbinden.

*
* * *

Het wetsontwerp werd in de Bijzondere Commissie aangenomen met vier stemmen : een lid heeft zich onthouden. Wij verzoeken U het zeer spoedig te onderzoeken en aan te nemen.

De Verslaggever,
J. MAENHAUT.

De Voorzitter,
A. RAEMDONCK.

